

# Les Verts défaits dans les temps morts

Page 24

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3469 - Ven. 23 - Sam. 24 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Arabie saoudite

## Funérailles du roi Abdallah à Ryadh

Page 3



Problèmes rencontrés dans l'industrie pharmaceutique

## Une commission Santé-FCE pour faciliter l'investissement

Page 4

### Dérapage ou provocation ?

Par Mohamed Habili

**D**ans les pires moments de la crise de l'endettement, qui commence dès 1986 à la suite du contrechoc pétrolier survenant cette année, il s'en est trouvé des ministres et autres voix plus ou moins autorisées pour déclarer qu'aucune des mesures douloureuses prônées par les institutions financières internationales dans le cadre de l'ajustement structurel n'étaient à proprement parler imposées au pays, qu'elles ne sauraient l'être du moment qu'elles étaient toutes dans l'intérêt de l'économie nationale. Le pays, écrasé par la dette, se retrouvait sous tutelle internationale au plan économique, et ces gens-là, bien entendu des libéraux à tous crins mais qui néanmoins avançaient masqués, osaient encore parler de choix librement faits et de réformes inévitables, hautement salutaires, qu'il fallait mettre en œuvre quand bien même le pays roulerait sur l'or. On doit cependant à la vérité de reconnaître que ce discours n'avait pas attendu le brusque retournement de la conjoncture pétrolière de l'époque et l'aggravation consécutive de la crise de la dette pour faire son apparition. Le tournant libéral a, en fait, été pris dès l'arrivée de Chadli Bendjedid au pouvoir à la mort de Hourri Boumediene. On l'appelait alors, sous l'influence du précédent égyptien, l'infi-tah rampant.

Suite en page 3

Tebboune annonce une nouvelle mesure

## Les logements sociaux vendus au marché noir régularisés



Afin d'empêcher les propriétaires de bénéficier des différents programmes de logements publics, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi à Alger, que le gouvernement pourrait procéder à la régularisation des logements sociaux vendus au marché noir. Le gouvernement tranchera le dossier des logements sociaux vendus après recensement du nombre.

Lire page 2

Situation à Ghardaïa

## Des émissaires du FLN rencontrent les deux communautés

Page 2

Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou

## Quatre films représentent l'Algérie

Page 13

Tamanrasset  
**Plus de 2 500  
Nigériens  
acheminés vers  
les centres  
d'accueil**

LA MINISTRE de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mounia Meslem a affirmé jeudi que 2 536 ressortissants nigériens ont été acheminés vers les centres d'accueil de Tamanrasset avant d'être rapatriés. Répondant à la question d'un député de l'APN lors d'une séance plénière sur la prise en charge des migrants clandestins, la ministre a précisé que l'opération de rapatriement entamée début décembre, a concerné 2 536 ressortissants qui ont été acheminés vers les centres d'accueil de Tamanrasset avant d'être rapatriés. M<sup>me</sup> Meslem a indiqué que dans le cadre de la politique de coopération et de bon voisinage, son département a ouvert en coordination avec les secteurs concernés, des centres d'accueil au niveau de certaines wilayas. La ministre a, par ailleurs, indiqué que le ministère de la Solidarité nationale assure également la prise en charge des réfugiés syriens depuis 2012 et ce, à travers les directions de l'action sociale et de la solidarité de wilayas et en coordination avec le Croissant-Rouge algérien (CRA). Des centres d'accueil ont été ouverts au niveau de toutes les wilayas, sous la supervision des walis. L'opération a aussi prévu la scolarisation des enfants syriens dans les établissements scolaires, les handicapés dans des établissements spécialisés relevant du secteur alors que des crèches ont accueilli les enfants en bas âge. Pour les réfugiés maliens, la ministre a rappelé que ces derniers sont pris en charge et des espaces leur ont été réservés. Elle a souligné que les pouvoirs publics veillent à «assurer une vie digne à tous les réfugiés dans notre pays, notamment ceux qui sont en difficulté et ce, conformément aux principes d'équité sociale». Le gouvernement nigérien avait présenté une demande de rapatriement de ses ressortissants entrés clandestinement en Algérie, une demande acceptée par le gouvernement algérien. L'Algérie avait affirmé que toutes les dispositions avaient été prises pour le retour des déplacés nigériens dans leur pays dans «un cadre fraternel et de respect total de leur dignité».

APS

## Tebboune annonce une nouvelle mesure

# Les logements sociaux vendus au marché noir régularisés

■ Afin d'empêcher les propriétaires de bénéficier des différents programmes de logements publics, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi à Alger, que le gouvernement pourrait procéder à la régularisation des logements sociaux vendus au marché noir. Le gouvernement tranchera le dossier des logements sociaux vendus après recensement du nombre.

Par Meriem Bencchaouia

Bien que la loi interdise la vente d'un logement social destiné principalement aux catégories à faible revenu, nombre de bénéficiaires en ont fait un fonds de commerce. Ce phénomène de vente illégale est devenu monnaie courante et n'est pas près de s'estomper. Partout, des logements attribués dans ce cadre changent constamment d'occupants sans le moindre problème et sans que l'on semble trouver la solution idoine. En effet, plusieurs bénéficiaires de logements sociaux et LSP, qui ne sont pas dans le besoin ou qui n'ont pas pu assurer les charges, exposent leurs habitations à la vente contre des prix remarquablement réduits par rapport à ceux des logements actés. Afin d'empêcher ces propriétaires de bénéficier des différents programmes de logements publics, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi à Alger, que le gouvernement pourrait procéder à la régularisation des logements sociaux vendus au marché noir. Le gouvernement tranchera le dossier des logements sociaux vendus après recensement du nombre, a indiqué M. Tebboune qui répondait à une question orale à l'Assemblée populaire nationale (APN), précisant que toutes les solutions sont envisageables y compris la légalisation de la vente même si celle-ci est contraire à la loi. Il a précisé, à ce propos, que les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) chargés des logements sociaux ont lancé récemment une opération d'inspection à travers les différentes wilayas du



Ph/D. R.

pays pour recenser le nombre de logements occupés par les non bénéficiaires, rappelant que sur la base des résultats de cette enquête un rapport sera soumis au gouvernement comportant toutes les solutions possibles. S'il est établi qu'un nombre important de logements sociaux ont été vendus illégalement, le ministère de l'Habitat proposera la régularisation de la situation à travers la légalisation de la vente entre le vrai bénéficiaire et les occupants effectifs par actes notariés, a-t-il poursuivi. «Nous n'avons pas de chiffres exacts à ce sujet, mais nous pensons que le nombre est important, d'où la nécessité d'une décision du gouvernement seul habilité à tran-

cher la question», a-t-il encore dit. M. Tebboune a souligné que «de telles solutions restent toutefois difficiles dès lors qu'il s'agit de légaliser une vente illégale, mais nécessité fait loi». Après légalisation, cette décision permettra de radier tous les occupants des logements sociaux concernés du fichier national parmi les demandeurs de logement et par conséquent les exclure des programmes publics ce qui atténuera la pression sur ces programmes et permettra de mieux maîtriser le marché foncier, a-t-il ajouté. Il est possible d'utiliser les fonds recouverts à travers la régularisation dans le financement d'autres nouveaux projets de logement, a-t-il indi-

qué, ajoutant que «nous sommes devant un fait accompli et, face à cette situation, nous sommes tenus d'agir avec pondération». Il a estimé, d'autre part, que ce phénomène posait plusieurs questionnements liés aux modes d'attribution du logement social, aux critères d'en bénéficier et au rôle des notaires. «Ce phénomène revêt un caractère moral et juridique», selon M. Tebboune qui a souligné la nécessité de renforcer les critères de distribution des logements, notamment à travers l'actualisation du fichier national duquel près de 18% des dossiers de logement traités sur la base des derniers chiffres avancés dans le bilan annuel du secteur ont été rayés. M. B.

## Situation à Ghardaïa

### Des émissaires du FLN rencontrent les deux communautés

Des émissaires du Front de libération nationale rencontreront aujourd'hui les représentants des deux communautés, mozabite et chaambi, à Ghardaïa, dans l'espoir de les «sensibiliser» à l'importance de préserver l'unité nationale, a affirmé un membre du bureau politique du parti.

«Nous allons nous réunir avec les deux parties, séparément durant cette journée, afin de les responsabiliser à l'importance de garder et préserver l'unité nationale», a expliqué Bouhadja Said, ajoutant qu'il s'agit également de «les sensibiliser à des positions civilisées». Il sera, entre autres, question de discuter de ce que

M. Bouhadja a qualifié de «crise de confiance en les institutions de l'Etat» dans cette ville, où les affrontements ont repris il y a deux semaines entre des élèves mozabites et chaambis, avant de se calmer quelques jours plus tard, rappelons-le. «Nous voulons aussi tenter de restaurer la confiance des citoyens en les institutions de l'Etat algérien, à l'instar de la justice», a-t-il indiqué.

Conduisant une délégation de trois personnes, M. Bouhadja, explique que «nous voulons orienter l'opinion du citoyen vers des questions d'ordre national en premier lieu en vue de préserver les acquis de notre pays». Selon

lui, «les deux parties doivent renoncer à certaines revendications et doléances d'ordre interne». «Notre message est qu'il est nécessaire d'y renoncer car certaines situations peuvent affaiblir la solidarité de la population avec l'unité nationale».

Les émissaires du FLN, a-t-on annoncé, procéderont, par la même occasion, «à un recensement des différents problèmes liés à la vie sociale, aux conditions économiques ou encore politiques afin de les inclure dans notre rapport aux hautes autorités de l'Etat». Après que toutes les initiatives des membres de la société civile, dont des associations, des oulé-

mas ou encore des pouvoirs publics, à trouver une solution pouvant calmer les deux parties en conflit depuis l'année dernière, le FLN estime qu'«il faut faire passer l'intérêt national avant toute autre considération aussi importante soit-elle, sociale ou économique».

Cette même délégation du parti FLN, a-t-on appris de même source, se rendra par la suite à In Salah, berceau du mouvement anti-gaz de schiste grandissant, pour rencontrer la population. Une délégation parlementaire s'est également rendue sur place dernièrement, rappelons-le.

Massinissa Benlakehal

Gaz de schiste

# Dialogue de sourds entre gouvernement et population du Sud

■ La population du Sud et en particulier celle de In Salah ne décolère pas au sujet de l'exploitation du gaz de schiste malgré «les assurances» du Premier ministre, Abdelmalek Sellal et les «explications» du ministre de l'Energie, Youcef Yousfi.

Par Nacera Chennafi

C'est un dialogue de sourds qui continue de régner entre le gouvernement et la population du Sud sur le gaz de schiste. Les régions d'In Salah, Tamanrasset, Adrar et Ouargla restent toujours un terrain de protestation, car ce jeudi, les habitants sont sortis dans la rue pour exiger l'arrêt immédiat des opérations dans un puits de gaz de schiste.

«Je l'ai dit et je le répète, nous n'en sommes pas à l'étape d'exploitation du gaz de schiste, c'est une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour du gouvernement», a déclaré le Premier ministre, mercredi dernier dans une émission de la Télévision nationale. Il dira aussi que Sonatrach allait se contenter de «terminer un deuxième forage de prospection en cours dans l'Ahnet» et que l'exploration s'arrêterait «définitivement pendant 4 ans pour faire des études et former des cadres».

Il a indiqué également : «Les réserves nationales d'hydrocarbures, qui étaient suffisantes pour 2027, ont été portées à 2037 grâce aux nouvelles découvertes, il n'y a donc pas un besoin rapide d'exploiter le gaz de schiste».

Cependant, Sellal n'a pas annoncé clairement la suspension de l'exploration des ressources en gaz de schiste. C'est probablement la raison pour laquelle la population de In Salah ne décolère pas et veut se rassurer à travers une mesure définitive et claire sur l'exploitation du gaz de schiste. Pour sa part, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi a déclaré ce jeudi : «Actuellement, nous sommes en phase d'évaluation des techniques d'extraction et d'étude de

Ph/D. R.



rentabilité commerciale du bassin d'Ahnet». Lors de son audition par la commission des affaires économiques, de l'APN, Yousfi a indiqué que «Sonatrach n'a procédé au forage des deux puits pilotes d'Ahnet (In Salah) qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft). Ces puits ont été forés conformément à la réglementation relative à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, prévue par la nouvelle loi sur les hydrocarbures», a-t-il expliqué. «Nous n'avons rien caché. Cette loi a été présentée au Conseil du gouvernement et approuvée en Conseil des ministres. Le texte a été remis au Parlement. Les

députés, et à travers eux tout le peuple, ont voté en faveur de cette loi». Le ministre se dit convaincu que les habitants d'In Salah sont «mal informés». Il estime que la population «doit écouter les experts».

Dans ce cadre, le membre du gouvernement a appelé les députés à convaincre la population d'In Salah que «l'exploitation du gaz de schiste n'a aucun effet néfaste sur la santé». «Expliquez aux gens, poursuit-il, que les eaux souterraines de la région ne seront pas touchées». Yousfi a exhibé devant les députés un échantillon de la roche d'où est sorti le gaz de schiste. «La même que celle de Hassi Rmel».

Il est à rappeler que le 11 décembre dernier, le P-DG de

Sonatrach avait annoncé que 70 milliards de dollars allaient être investis sur 20 ans pour produire 20 milliards de mètres cubes de gaz de schiste par an et les députés, dont ceux du Sud ont approuvé cette exploitation en 2013 dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures.

Aujourd'hui, on peut dire que c'est une situation de «manque de confiance» et d'«incompréhension» qui s'est installée entre le gouvernement et la population du Sud sur l'exploitation du gaz de schiste est une conséquence directe de l'absence de communication sur le sujet bien avant le lancement des travaux en plus de la contradiction constatée dans les discours tenus par les différents responsables. N. C.

Arabie saoudite

## Funérailles du roi Abdallah à Ryadh

Les funérailles du roi Abdallah d'Arabie saoudite, décédé vendredi avant l'aube à l'âge de 90 ans, se sont déroulées dans l'après-midi dans une mosquée de Ryadh, selon la télévision d'Etat.

La dépouille du roi a été transportée sur un brancard dans la mosquée Imam Turki et déposée à même le sol avant qu'un dignitaire religieux n'entame une prière.

Cette brève prière a été prononcée en présence des membres de la famille royale au grand complet, dont le nouveau roi Salmane ben Abdel Aziz, et de nombreux dirigeants de pays arabes et musulmans.

La dépouille de feu roi Abdallah devait ensuite être portée en terre dans le cimetière El-Od, attenant à la mosquée.

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a désigné vendredi une importante délégation pour représenter l'Algérie aux funérailles du roi Abdallah Ibn Abdelaziz Al

Saoud, conduite par le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah. Le chef de l'Etat a également décrété un deuil de trois jours. Le palais royal a annoncé dans un communiqué le décès à 01h00 locale d'Abdallah. Souffrant d'une pneumonie, il était hospitalisé depuis le 31 décembre à Ryadh et son état de santé avait nécessité la mise en place d'un tube pour l'aider à respirer.

Le roi Abdallah était, comme les quatre souverains qui l'ont précédé, fils du roi Abdel Aziz Ben Saoud, fondateur de la dynastie des Al-Saoud, qui régna jusqu'à sa mort en 1953.

Abdallah a officiellement gouverné le royaume saoudien pendant une décennie, mais il dirigeait de facto le royaume depuis 1995. Son demi-frère Salmane, âgé de 79 ans et qui avait été nommé prince héritier en juin 2012, lui a succédé sur le trône, et

Moqren, demi-frère d'Abdallah, est devenu prince héritier, a précisé le communiqué du palais royal saoudien.

Ces derniers temps, les apparitions publiques du roi Abdallah étaient devenues de plus en plus rares, et il se faisait régulièrement représenter par le prince Salmane Ben Abdel Aziz.

Le prince Salmane cumulait également les fonctions de ministre de la Défense depuis octobre 2011.

Dans son premier discours, le nouveau roi Salmane a déclaré qu'il n'y aurait pas de changement dans la politique du royaume et appelé à l'«unité parmi les musulmans».

«Nous resterons, avec la force de Dieu, sur le chemin droit que cet Etat a suivi depuis sa création par le roi Abdel Aziz ben Saoud et ses fils après lui», a dit le souverain, dans son premier discours retransmis par la télévision saoudienne. Rania Gh.

LA QUESTION DU JOUR

### Dérapiage ou provocation ?

Suite de la page une

Il doit cette appellation en forme de métaphore reptilienne au fait que comme il soulevait une grande résistance, dans les rouages de l'Etat et dans la société civile, il ne pouvait avancer que par à-coups homéopathiques et de plus sous couvert d'autre chose. Ses tenants compensaient leur frustration politique en recourant à un langage nettement méprisant vis-à-vis de la masse de leurs compatriotes, qu'ils décrivaient comme des paresseux et des assistés invétérés qu'il fallait sevrer d'un coup pour leur apprendre à vivre de la sueur de leur front. Ce discours libéral antipopulaire a fait le lit de la montée de l'islamisme. Sa violence est l'une des causes déclenchantes, sinon la principale de la conflagration d'octobre 1988, et de tout ce qui en avait découlé. Le programme qu'il porte depuis ses débuts ne se réalisera toutefois que lorsque le pays passera, en quelque sorte corps et biens, sous les fourches caudines des institutions financières internationales. C'est ce même discours désastreux pour la stabilité politique du pays qui aujourd'hui tente de refaire surface dans une conjoncture marquée par la chute des cours du pétrole. On vient d'en voir un aperçu dans les propos attribués au ministre des Finances devant la commission chargée des questions de santé au Conseil de la nation. Mohamed Djellab y donne en effet le sentiment d'avoir la haute main sur tout du moment que c'est lui qui gère le nerf de la guerre. Il parle de nouvelles orientations dans les domaines les plus divers comme si elles étaient déjà adoptées par le gouvernement et n'attendaient que le moment d'être annoncées et mises en œuvre. Ce n'est pourtant pas ce qui ressort des propos tenus à peu près en même temps par le Premier ministre lors d'un passage à la télévision. Ce dernier parle de rationaliser la dépense publique non d'y pratiquer des coupes drastiques et douloureuses. C'est ainsi qu'il récusé pour l'heure le terme d'austérité, qui pourtant n'est pas en soi un gros mot. Ce qui a le plus retenu l'attention dans le discours rapporté, peut-être de façon inexacte, de Mohamed Djellab, c'est bien entendu sa mise en cause de la gratuité des soins, ce qui semble avoir pris de court les acteurs du secteur de la santé eux-mêmes. On reconnaît bien là l'approche de nos libéraux prenant prétexte de difficultés peut-être passagères pour préconiser des réformes structurelles relevant d'un modèle social tout différent de celui qui est en place depuis toujours dans le pays.

M. H.

Opération de solidarité initiée par la police à Béjaïa  
**Trente personnes prises en charge depuis le début du mois**

**UNE OPÉRATION** de solidarité envers les sans-abri a été organisée par la sûreté de wilaya jeudi soir dans les quartiers de la ville de Béjaïa et ses environs. Cette action organisée avec le concours du Croissant (Rouge local, la direction de l'action sociale et le services de la santé, etc. et à laquelle la presse a été invitée, visait également à mettre en exergue les valeurs humaines de la police nationale qui n'est pas seulement un corps destiné à la répression dans la rue et les stades, comme le pensent certains. La police veut sans doute montrer qu'elle est humainement solidaire avec les personnes qui se trouvent dans le besoin et qui traversent des moments difficiles de leur vie, surtout en cette période de froid glacial. «*Il s'agissait pour nous d'apaiser les souffrances de ces personnes qui s'accrochent en cette période de froid à travers des gestes comme un repas chaud, des couvertures, des vêtements chauds pour chaque personne sans-abri trouvées dans la rue la nuit*», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Tous les sans domicile fixe rencontrés dans la rue cette nuit ont été transportés vers les foyers des personnes âgées de Sidi Ouali pour être hébergés dans de bonnes conditions. Pour la police, «*cette opération vise aussi à conforter les autres actions et travail de solidarité qui se font toute l'année et durant la période hivernale, s'inscrivant dans le cadre de la police de proximité sur instruction de la direction générale et de wilaya de la police*». La sortie de la police de jeudi dernier a permis de secourir cinq personnes dont une femme native d'Oran et sans-abri. Pour rappel, la police a secouru 30 personnes depuis le début de l'année en cours à ce jour, dans le cadre des opérations de solidarité organisées en collaboration avec les autres secteurs, comme elle a pris en charge 444 en 2013 et 271 l'an dernier (2014). A noter qu'une autre opération du genre va être organisée la semaine prochaine dans une autre ville de la wilaya.

H. Cherfa

Taskariout

**Un homme emporté par la crue**

**LE CORPS** d'un homme âgé de 56 ans et originaire de la wilaya de Jijel a été repêché par les pompiers dans l'oued la région de Taskariout, à l'est de la wilaya. Il a été emporté par la crue de Oued-Agarioune avec sa voiture et porté disparu depuis mercredi dernier.

H. C.

Problèmes rencontrés dans l'industrie pharmaceutique

## Une commission Santé-FCE pour faciliter l'investissement

■ Une commission de travail sera créée entre le ministère de la Santé et le FCE, en vue de faciliter la tâche aux investisseurs dans le médicament. Une mesure parmi tant d'autres engagées pour remédier à la problématique du médicament en Algérie qui persiste depuis des années, malgré tous les efforts et les assurances.

Par Yasmine Ayadi

**L**e marché du médicament qui connaît des pénuries périodiques et énigmatiques au regard des discours et des budgets qui lui sont consacrés est en quête d'une stabilité et d'une meilleure gestion pour, notamment, comprendre les sources de ces dysfonctionnements. Plusieurs mesures sont entreprises par le ministère de la Santé en vue d'améliorer la couverture du marché en production nationale et de faciliter la tâche aux investisseurs. Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a déclaré, jeudi à Alger, qu'une commission mixte regroupant des représentants du ministère de la Santé et ceux du Forum des chefs d'entreprises (FCE) sera créée pour examiner les moyens de faciliter l'investissement dans l'industrie pharmaceutique. Cette commission doit se réunir mensuellement pour recenser les problèmes et les contraintes rencontrés par les investisseurs, la finalité étant d'encourager la production nationale, a expliqué le ministre à l'issue d'une rencontre avec le président du FCE, Ali Haddad. Il a rappelé, à cette occasion, la décision de son département ministériel d'interdire l'importation des médicaments fabriqués localement en quantités suffisantes.

Cette décision vise à réduire la facture des importations de médicaments, qui avait atteint 2,27 milliards de dollars durant les 11 premiers mois de 2014, en hausse de 14,64% par rapport à la même période de 2013. Elle tend également à encourager la production nationale dans la



Ph/D.R.

perspective de couvrir 70% des besoins du marché national à l'horizon 2017. Par ailleurs, le président du FCE a mis l'accent sur la nécessité de «*prioriser, encourager et aussi améliorer la qualité du produit national pour diversifier l'économie nationale et réduire la facture d'importation de biens et services*». Il estime

que l'administration est actuellement déterminée à relancer l'entreprise nationale publique ou privée et à soutenir le produit local en affirmant la nécessité de créer des partenariats entre le secteur public et privé pour bâtir une industrie forte. La rencontre regroupant le ministère de la Santé et le FCE est la 4<sup>e</sup> du genre

après celle tenue entre cette organisation patronale et les ministères du Commerce, de l'Habitat et le Conseil de la nation. Des rencontres avec d'autres départements sont prévues. Leurs résultats seront soumis au Premier ministre fin janvier, selon le FCE.

Y. A.

Industrie pharmaceutique

### Le gouvernement encourage la production

**LE GOUVERNEMENT** prône l'encouragement de la production nationale en matière de médicaments en tant que substitut aux importations qui donnent lieu, notamment, à la surfacturation des produits importés, a indiqué mercredi à la Télévision algérienne le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. «*Pour lutter contre la surfacturation en matière d'importation de médicaments, par exemple, le gouvernement encourage la production nationale*», a souligné M. Sellal, faisant savoir que «*des instructions ont été données au groupe pharmaceutique Sidal à l'effet d'augmenter la production de médicaments*». L'encouragement de la production nationale de médicaments est propre à réduire la lourde facture des importations de ces produits stratégiques, notamment en cette période marquée par la rétrécissement des recettes extérieures du pays, dû à la chute des prix du pétrole. Toutefois, l'approvisionnement en médicaments ne sera pas impacté par la baisse des prix du pétrole, avait récemment assuré le directeur de la pharmacie et des équipements au niveau du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le D'Hamou Hafedh. A ce sujet, il avait relevé que le budget alloué pour l'approvisionnement en médicaments pour l'année 2015 avoisine les 100 milliards de dinars, alors qu'en 2014 il était de 85 milliards de dinars.

Y. A.

La consommation de stupéfiants prend de l'ampleur en Algérie

## La lutte contre le trafic de psychotropes est impérative

**L**a consommation de drogue reste encore un fléau majeur pour l'Algérie, surtout auprès des populations les plus jeunes. La circulation de drogue est un problème récurrent en Algérie, que le gouvernement ne parvient pas à combattre, malgré le renforcement de la législation sur la vente et la consommation de drogue, et la vigilance des brigades de lutte. Près de 50% des jeunes Algériens consomment de la drogue, essentiellement les psychotropes.

Les psychotropes sont des substances qui agissent principalement sur l'état du système nerveux central en y modifiant certains processus biochimiques et physiologiques cérébraux, sans préjuger de leur capacité à induire des phénomènes de dépendance, ni de leur éventuelle toxicité. En altérant de la sorte les fonctions du cerveau, un psychotrope induit des modifications de la perception, des sensations, de l'humeur, de la conscien-

ce (états modifiés de conscience) ou d'autres fonctions psychologiques et comportementales. Ces derniers sont vendus dans les pharmacies notamment Valzépam, Rivotril, Témesta et Roxil... etc. Ces pilules font perdre à ceux qui les consomment toute connaissance de la réalité. Ils sont l'une des causes qui poussent les jeunes délinquants à commettre des agressions et des meurtres. Malgré le démantèlement des réseaux de trafic et commercialisation de ces psychotropes, le phénomène connaît une ampleur assez inquiétante ces dernières années dans la société algérienne, spécialement chez les jeunes âgés de moins de 35 ans. Le démantèlement le plus récent a eu lieu hier, dans la wilaya d'El Oued, où deux contrebandiers ont été arrêtés en possession d'une importante quantité estimée à 36 978 comprimés et 527 boîtes de médicaments et de produits pharmaceutiques.

Par ailleurs, 57081 comprimés de psychotropes ont été saisis en 2014 dans les wilayas du sud-ouest du pays, a-t-on appris jeudi de l'inspecteur régional de la Sûreté nationale à Bechar, précisant que les saisies, opérées dans 143 affaires traitées par les services de police judiciaire des sûretés de wilayas de Béchar, Adrar, et Tindouf et les éléments de la brigade régionale de lutte contre la commercialisation illicite de drogue, ont permis l'arrestation de 180 personnes impliquées, a précisé le commissaire divisionnaire Daouad Mohand-Cherif. Parmi ces personnes, 163 ont été placées en détention préventive, quatre sous contrôle judiciaire, tandis que trois autres ont bénéficié de la liberté provisoire, a-t-il signalé, lors de la présentation du bilan annuel des activités de son institution.

Sarah Harchaou

Une stratégie afin d'augmenter la production nationale

# L'Etat continue à soutenir la filière lait

■ L'Algérie a importé 154 000 vaches depuis 2009, soit une moyenne de 25 000 bovins par an. Outre l'aide financière accordée par le ministère aux éleveurs, allant de 25 à 50% de la valeur des matériels et équipements, l'Etat a procédé également à une réduction de la TVA au profit des importateurs d'intrants de production, y compris les vaches laitières, a rappelé le ministre.



Sarah Harchaou

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a affirmé jeudi que les autorités publiques continueraient de soutenir la filière lait afin d'encourager la production nationale. Le ministre,

qui répondait à une question orale d'un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur les mesures prises par l'Etat pour la promotion de la production nationale de lait dans la perspective de la réduction de la facture d'importation, a indiqué que le secteur avait adopté

ces dernières années une stratégie pour augmenter le nombre de vaches laitières et élargir les superficies réservées à la production du fourrage. Dans le même contexte, il a rappelé que l'Algérie avait importé 154 000 vaches depuis 2009, soit une moyenne de 25 000 bovins par

an. Outre l'aide financière accordée par le ministère aux éleveurs, allant de 25 à 50% de la valeur des matériels et équipements, l'Etat a procédé également à une réduction de la TVA au profit des importateurs d'intrants de production, y compris les vaches laitières, a rappelé le ministre. Cependant toutes ces facilités et autres visent essentiellement à augmenter la production de lait dans notre pays, a-t-il insisté.

## Cette politique a donné ses fruits

Parmi les résultats de cette politique, M. Nouri a cité la forte hausse de la production nationale de lait enregistrée au cours des dernières années (3,5 milliards de litres en 2014 contre 1,2 milliard de litres en 2000). Plus de 900 millions de litres de lait cru ayant servi à la production de lait pasteurisé ont été collectés en 2014 contre 100 millions de litres en 2000, a-t-il ajouté. En outre, les importations de la poudre de lait et des matières grasses provenant du lait ont atteint 1,84 milliard de dollars les onze premiers mois de 2014, contre 1,04 milliard de dollars à

la même période de 2013. Quant aux quantités importées de lait et dérivés, elles se sont chiffrées à 370 365 tonnes (contre 257 963 tonnes à la même période de comparaison), en hausse de 43,5%, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). La consommation nationale de lait est estimée à 5 milliards de litres par an.

S.H./APS

## Changes L'euro dégringole face au dollar

L'EURO dégringolait face au dollar hier, tombant à un nouveau plus bas en plus de 11 ans, toujours plombé par l'annonce de la Banque centrale européenne (BCE) d'un vaste programme monétaire pour stimuler la reprise économique en zone euro.

La monnaie unique européenne valait 1,1244 dollar contre 1,1359 dollar jeudi soir. La monnaie a même chuté à 1,1220 dollar, à son niveau le plus bas depuis le 17 septembre 2003. La devise européenne reculait également face à la monnaie japonaise à 118,22 yens contre 118,52 yens jeudi. L'euro, qui évoluait encore autour de 1,1630 dollar jeudi après le maintien sans surprise du principal taux directeur de la BCE à 0,05%, son plus bas historique, a commencé à chuter dès les annonces du président de l'institution Mario Draghi, qui a détaillé les mesures d'assouplissement monétaire sur le point d'être mises en oeuvre. Déterminée à contrer le risque de déflation et à stimuler l'économie de la zone euro, la BCE a décidé de lancer un vaste programme de rachats de dette, qui s'élevaient au moins à 1 140 milliards d'euros. Ces derniers seront échelonnés à raison de 60 milliards d'euros par mois à partir de mars 2015. Ce programme sera mené de manière sûre «jusqu'à fin septembre 2016», jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation, a dit M. Draghi. La BCE a pour objectif une inflation légèrement sous 2%. La livre britannique progressait face à la monnaie unique européenne, à 75,03 pence. La livre reculait face au dollar à 1,4983 dollar pour une livre. Le franc suisse se stabilisait face à l'euro à 0,9864 franc suisse pour un euro, comme face au billet vert à 0,8720 franc pour un dollar. L'once d'or a fini à 1 293,50 dollars au fixing du matin contre 1 295,75 dollars jeudi soir.

R. E.

Investissements dans les différentes filières agricoles

## Le ministère disposé à accorder «davantage de facilités»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a affirmé jeudi la disposition du secteur d'accorder davantage de facilités aux investisseurs dans les différentes filières agricoles et d'encourager les opérateurs économiques à investir dans l'agroalimentaire.

«Nous sommes disposés à accorder davantage de facilités aux investisseurs dans le secteur agricole comme il est de notre devoir de lever toutes les contraintes administratives et de simplifier les procédures afin de permettre aux hommes d'affaires d'investir dans ce secteur économique stratégique», a souligné M. Nouri lors d'une rencontre de concertation avec le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad.

Les deux parties ont évoqué, lors de cette rencontre, les voies et moyens de dévelop-

per le secteur agroalimentaire, notamment les filières lait et céréales, soulignant les efforts du secteur de l'agriculture en faveur des investisseurs pour le développement de ces deux filières devant contribuer à la sécurité alimentaire.

Le ministre a indiqué, dans ce contexte, que les industries agroalimentaire et manufacturière seront prioritaires dans le plan quinquennal 2015-2019.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre qui s'est déroulée à huis clos, M. Nouri a fait part de la volonté des pouvoirs publics et des opérateurs économiques de développer la production agricole, insistant sur la préservation du foncier agricole pour la réalisation des différents projets d'investissement. Une commission mixte entre le ministère et le FCE a été mise en

place lors de cette réunion, avec pour objectif d'aplanir les difficultés rencontrées par les entreprises opérant dans le domaine agricole. De son côté, M. Haddad a indiqué que le ministre a donné des directives pour favoriser le produit national et de développer ses capacités concurrentielles.

Le président du FCE a appelé par ailleurs à œuvrer à la promotion du produit national en coordination avec le secteur agricole notamment dans les wilayas du sud du pays.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres initiées par le FCE, après son dernier congrès, pour présenter son futur programme d'action.

Selon le FCE, les résultats de ces rencontres seront soumis fin janvier au Premier ministre.

Kamel L.

## Prix

## Le pétrole progresse après la mort du roi d'Arabie saoudite

Les prix du pétrole ont progressé hier après l'annonce de la mort du roi d'Arabie saoudite, premier exportateur mondial d'or noir.

Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mars s'appréciait de 0,99 dollar ou 2,09%, à 47,30 dollars dans les échanges électroniques en Asie après être monté de 3,1% à New York.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance montait de 1,01 dollar ou 2,08%, à 49,53 dollars.

Le palais royal saoudien a annoncé la mort à 90 ans du roi Abdallah Ibn Abdelaziz Al Saoud et son remplacement par le prince Salmane.

«La mort du roi Abdallah va accroître l'incertitude et la volatilité des prix du brut à court terme», estimait un analyste.

«Je ne crois pas à un changement prochain de politique mais le décès (du roi) survient à un moment délicat pour l'Arabie saoudite», ajoutait la même source.

Le baril de pétrole a perdu

plus de 50% de sa valeur depuis son pic de juin 2014 sous l'effet de la surabondance d'offre – aggravée par la hausse de la production américaine – et d'une demande atone.

L'Arabie saoudite, membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), est le premier exportateur mondial de pétrole devant la Russie et les Emirats arabes unis et le deuxième producteur derrière les Etats-Unis, selon l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Le marché pétrolier comptait

Salem N.

## Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tizi-Ouzou

## Le nouvel hôpital en chantier au premier trimestre

■ Il ne reste que quelques «petits détails» à régler à l'occasion de la prochaine réunion prévue au ministère de la Santé, en présence de l'entreprise réalisatrice et des responsables de la santé de Tizi Ouzou.

Par Hamid Messir

Le nouveau centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tizi-Ouzou sera en chantier dans un peu plus d'un mois, avons-nous appris auprès du wali de Tizi Ouzou, Abdelkader Bouazeghi.

Il ne reste que quelques «petits détails» à régler à l'occa-

sion de la prochaine réunion prévue au ministère de la Santé, en présence de l'entreprise réalisatrice et des responsables de la santé de Tizi Ouzou, selon les explications fournies par le même responsable qui s'exprimait mercredi dernier, en marge de la réception de 15 nouveaux générateurs au service de

néphrologie du CHU Nédir-Mohamed. M. Bouazeghi a assuré que toutes les études nécessaires pour son lancement sur le terrain sont ficelées par l'entreprise sud-coréenne «Daewoo Construction» à qui le projet avait été confié.

Pour le wali de Tizi Ouzou, cette nouvelle structure hospitalière, très attendue dans la région, soulagera l'actuel CHU et du coup offrira des commodités plus modernes aux malades. Il est utile de rappeler que l'établissement en question est d'une capacité de 500 lits et sera réali-



Ph : DR

## Vers la réalisation de 135 stations MSAN en 2015

Un total de 135 stations d'accès multiservices (MSAN) sont programmées à la réalisation, à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, durant l'année en cours, a indiqué jeudi le responsable local d'Algérie Télécom. L'opération vise à fournir aux abonnés une ligne d'accès multiservices (téléphone, Internet et télévision), qui remplacera l'ancienne technologie, devenue désormais «obsolète», a précisé à l'APS Chaouch Lakhdar Mohamed. Il a souligné que l'exploitation de cette nouvelle technologie de communication a été également dictée par la dégradation du réseau des câbles en cuivre reliant les abonnés de la téléphonie fixe à un centre téléphonique. «Un réseau dont l'exploitation remonte à une trentaine d'années, et qui plus fait l'objet, depuis quelques années, de vols répétés de câbles, à travers tout le pays», a observé ce responsable. La wilaya de Tizi-Ouzou a déjà bénéficié de 78 stations MSAN, actuellement opérationnelles, dans le cadre de l'amélioration du service public, en matière de téléphonie et d'Internet. Ce responsable a lancé, à l'occasion, un appel aux abonnés désirant bénéficier de la technologie Internet à se rapprocher de ses services.

K. L.

se sur une superficie de 18 ha au niveau du pôle d'excellence de Oued Falli (sortie ouest de la ville de Tizi Ouzou). Il a été confié à l'entreprise précitée en réalisation, équipement et gestion (pour une période de cinq années). La structure, conçue en R+9 avec un sous-sol, fonctionnera à l'énergie renouvelable. Le montant alloué pour ce projet à réaliser dans un délai d'une qua-

rantaine de mois est de 500 millions de dinars.

Le nouveau CHU de Tizi Ouzou a été inscrit au titre d'un programme national de neuf établissements hospitaliers universitaires au profit des wilayas de Ouargla, Béchar, Béjaïa, Batna, Annaba, Alger, Tlemcen et Constantine.

H. M.

## Naâma

## Plus de 8 tonnes de kif traité saisies en 2014

Une quantité de 8,15 tonnes de kif traité a été saisie durant l'année écoulée dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris jeudi auprès du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN).

Les saisies, opérées dans 13 affaires liées au trafic de drogue en provenance du Maroc, se sont soldées par l'arrestation de 33 individus, contre 34 affaires similaires impliquant 34 personnes en 2013, a précisé à l'APS le commandant du groupement territorial de la GN de Naâma, le lieutenant-

colonel Abderrezzak Djemili. Il a été relevé l'an dernier, comparativement à 2013, un recul en matière de quantités de drogue saisies (9,45 tonnes de moins) et des affaires traitées (18 affaires de moins), a-t-il précisé.

Dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants à travers la wilaya de Naâma, l'année 2014 a connu aussi le démantèlement d'un réseau international spécialisé dans de le trafic de drogue au niveau de la commune de Sfisifa, composé de huit membres dont

cinq Marocains. Quatre autres affaires ont été traitées durant cette période et se sont soldées par l'arrestation de barons d'importantes bandes de trafic de drogue, a-t-il fait savoir dans le bilan annuel d'activités de ce ceps sécuritaire. Concernant la lutte contre la contrebande, la Gendarmerie nationale a saisi, sur le territoire de la wilaya de Naâma, 263 têtes de bétail, 1 450 cartouches de cigarettes, 360 comprimés de psychotropes, un fusil de chasse et des munitions (64 car-

touches), une paire de jumelle, 10 véhicules et 17 372 unités de boissons alcoolisées. S'agissant des affaires de lutte contre l'immigration clandestine traitées durant la même période, les éléments de la gendarmerie sont intervenus dans 21 affaires ayant donné lieu à l'arrestation de 56 ressortissants africains et marocains, un nombre en hausse de 10% par rapport à 2013. Impliquant 25 individus, les affaires (21) de vol de bétail traitées par ce corps sécuritaire dans la wilaya de Naâma en 2014, ont

enregistré une hausse estimée à 40% comparativement à 2013, selon la même source.

L'usage des nouvelles technologies dans les investigations judiciaires menées par les éléments de la GN, outre les appels reçus via le numéro vert (10-55), ont contribué à la diminution de la criminalité en 2014 où ont été relevées 372 affaires, dont 17 crimes, 333 délits et 22 infractions, ayant permis l'arrestation de 520 individus, selon la même source.

Mehdi D.

## Quinquennat 2015-2019

## Un programme de 50 000 logements à Mostaganem

La wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un programme de plus de 50 000 logements de différentes formules au titre du quinquennat 2015-2019, a-t-on appris jeudi du wali.

Ce programme comprend 17 000 logements publics locatifs et le restant réparti entre logements promotionnels aidés (LPA), habitat rural et autres, a indiqué Ahmed Maabed à l'occasion de la présentation du bilan annuel de l'exercice 2014, lors des travaux de la 4<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Ce nouveau programme d'habitat s'ajoute, selon le même responsable, aux 30 000 unités de différents programmes en cours de concrétisation à travers les différentes communes de la wilaya au titre du quinquennat 2010-2014.

Il a rappelé également que la wilaya de Mostaganem a enregistré, l'an dernier, l'attribution de 2 541 logements publics locatifs (LPL) dont 427 dans le cadre de



la résorption de l'habitat précaire (RHP).

Pas moins de 7 334 logements de différents programmes ont été réceptionnés, soit 1 219 LPL, 5 890 aides à l'habitat rural et 225 logements participatifs.

Par ailleurs, M. Maabed a fait savoir que la wilaya a bénéficié, durant trois plans de développement, d'une enveloppe financière globale de 194,5 milliards

DA pour la concrétisation de 6 475 projets de développement dans plusieurs secteurs afin de répondre aux besoins des citoyens et améliorer leur cadre de vie. Près de 193 projets de développement ont été enregistrés en 2014 pour une autorisation programme de 24 milliards DA, a-t-il ajouté.

Le chef de l'exécutif a rappelé, en outre, les importants projets dont a bénéficié la wilaya au titre du programme complémentaire 2014, notamment ceux concernant l'aménagement de oued Ain Sefra et de la façade maritime sur une distance de 20 km à partir de la plage de Sidi Medjdoub à Mostaganem vers la plage de Stidia à l'ouest, et de dédoublement de la RN 11 dans son tronçon reliant Oued Chelliff et Benabdelmalek Ramdane (22 km), entre autres.

Les dossiers des secteurs des ressources en eau et des forêts ont été examinés lors de cette session.

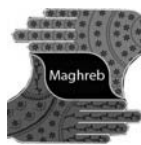
Ali O.

Constantine/Ali-Mendjeli  
Une rencontre amicale  
de futsal pour réconcilier  
des jeunes

UN MATCH de futsal (football en salle) entre 2 équipes formées de jeunes de l'unité de voisinage (UV) n° 14 d'Ali-Mendjeli (Constantine) a été organisé jeudi après-midi pour rapprocher les jeunes de ce quartier qui s'affrontent sporadiquement depuis plusieurs mois. Cette joute amicale, initiée par la sûreté de la wilaya de Constantine dans un esprit d'apaisement, s'est déroulée dans une salle de la zone industrielle «Palma» dans une ambiance conviviale ponctuée par des scènes de complicité entre joueurs et supporters, tranchant nettement avec les rancœurs qui ont longtemps marqué les rapports entre jeunes issus des bidonvilles de Fedj Errih et d'Oued El Hadj dont les familles ont été relogées à l'UV 14, a-t-on constaté. L'équipe d'Oued El Had en tenue bleue et celle de Fedj Errih vêtue de noir ont offert un spectacle de belle facture, de l'avis des dizaines de spectateurs venus assister à ce match de rapprochement entre les jeunes de l'UV 14.

Les formations en présence étaient en fait composées, chacune, de jeunes des deux quartiers qui se quittèrent sur le score de 3 buts à 1 pour l'équipe «bleue». Mais cela, c'est juste pour l'anecdote.

R. R.



## Libye

# Assassinat du chef de la sécurité de Syrte

■ «Des individus non identifiés ont ouvert le feu et tué le directeur de la Sécurité, le colonel Senoussi Kaeiba, avec son chauffeur (...) alors qu'ils circulaient dans un secteur résidentiel du centre-ville»...

Par Zaid M.

Le chef des services de sécurité de la ville libyenne de Syrte, contrôlée par des groupes armés, a été assassiné ainsi que son chauffeur jeudi, ont indiqué des sources de sécurité.

«Des individus non identifiés ont ouvert le feu et tué le directeur de la Sécurité, le colonel Senoussi Kaeiba, avec son

chauffeur (...) alors qu'ils circulaient dans un secteur résidentiel du centre-ville», ont précisé les mêmes sources. Les assaillants ont pris la fuite et «l'état d'alerte a été décrété dans la ville» pour les arrêter, d'après les sources sécuritaires. Syrte, située à environ 500 km à l'est de Tripoli, est le théâtre d'assassinats et d'enlèvements de Libyens et d'étrangers. Le numéro deux du Conseil local a ainsi échappé mardi à une tentative d'assassinat similaire à celle du chef de la sécurité. La ville est sous le contrôle de groupes armés, principalement Ansar Asharia, classé groupe terroriste par l'ONU, et la coalition Fajr Libya, qui regroupe notamment des milices armées et a pris le contrôle de Tripoli en août 2014. Par ailleurs, un médecin italien est porté disparu depuis une quinzaine de jours en Libye, ont indiqué des médias italiens et les autorités à Rome.

Le ministère des Affaires étrangères assure être «au courant du problème» qu'il traite avec toute «la discrétion habituelle», après avoir alerté «tous les canaux possibles de recherche». Selon l'agence AGI, il s'agit d'un médecin orthopédiste septuagénaire, Ignazio



Ph./D. R.

Scaravilli, originaire de Catane, en Sicile. Le quotidien «Corriere della Sera» affirme sur son site internet que le médecin est considéré comme disparu depuis le 6 janvier dernier quand certains de ses collègues ont signalé sa disparition, sans qu'il y ait des témoins de l'événement. Le médecin travaillait à

l'hôpital Dar Al Wafa de Tripoli, selon la même source qui précise que le parquet de Rome a ouvert une enquête sur cette disparition. Deux jeunes humanitaires italiennes, enlevées l'été dernier en Syrie, ont été libérées il y a une semaine, tandis que deux autres otages sont encore aux mains de leurs ravisseurs. Il

s'agit de Giovanni Lo Porto, un coopérant disparu en janvier 2012 au Pakistan et du prêtre jésuite Paolo Dall'Oglio, militant du dialogue inter-religieux en Syrie et disparu en juillet 2013 à Raqa (nord), fief du groupe de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daech).

Z.M. /APS

## Processus de décolonisation du Sahara occidental Abdelaziz met en garde contre les «tentatives de déviance»

LE PRÉSIDENT de la République, Secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz a mis en garde jeudi contre toute tentative de déviation du processus de décolonisation au Sahara occidental. «Il appartient plus que jamais aux Nations unies d'assumer pleinement leurs responsabilités qui sont clairement définies face à un problème de décolonisation inachevée justiciable du strict respect des droits inaliénables du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité», a affirmé le président sahraoui. Mohamed Abdelaziz a dénoncé l'exploitation éhontée des ressources naturelles du territoire appelant à la protection des citoyens sahraouis contre les agressions et violations des droits humains commises par les forces d'occupation marocaines en confiant, en toute logique, à la Minurso la responsabilité de leur surveillance. «Il est aussi patent que ni le mandat de l'envoyé personnel du Secrétaire général, ni celui de la représentante spéciale ou encore celui de la Mission des Nations unies pour le Référendum au Sahara occidental (Minurso) ne peuvent être conditionnés ou déterminés par l'occupant marocain», a ajouté le chef de l'Etat.

Le président sahraoui a affirmé que «le Front Polisario exprime une nouvelle fois sa disponibilité à poursuivre sa coopération avec le secrétaire général de l'ONU, son envoyé personnel et sa représentante spéciale pour la mise en application des résolutions de l'ONU sur le Sahara occidental et met en garde contre toute tentative de dévoiement du processus de décolonisation en cours».

N.T./SPS

## Tunisie

## Léger rebond des recettes touristiques en 2014

Les recettes touristiques en Tunisie ont enregistré une légère croissance en 2014, mais restent loin des niveaux de 2010, l'année de référence pour ce secteur en crise depuis la révolution, a annoncé jeudi, le ministère du Tourisme. Les recettes ont atteint 1,59 milliard d'euros en 2014, soit une croissance de 6,4% par rapport à 2013 malgré une baisse de 3% des nuitées, selon les statistiques du ministère. Ce chiffre reste toutefois inférieur de 14,5% aux recettes enregistrées en 2010, d'après la même source. Le nombre de touristes a de son côté baissé de 3,2%, passant de 6,27 millions en 2013 à 6,07 millions en 2014. Le nombre de touristes européens en 2014 a baissé de 0,3% par rapport à 2013, selon le ministère.

Si le nombre de Libyens a baissé de 21,3%, celui des Algériens a lui grimpé de 35% par rapport à 2013 selon la ministre du Tourisme Amel Karboul.

«Pour nous c'est notre premier marché, un marché prioritaire», a-t-elle dit. «Je pense qu'aujourd'hui le tourisme est un secteur en crise, il peine. Il faut des réformes structurelles et si nous ne faisons pas ces réformes structurelles, il va encore plonger», a reconnu M<sup>me</sup> Karboul lors d'une conférence de presse.

«Pour trois des grands marchés européens, on est en hausse avec l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne. Il y a une reprise, ça c'est très encourageant. Les mauvaises nouvelles c'est que les quatre marchés Russie, France, Scandinavie et Libye sont en

baisse», a-t-elle ajouté.

La ministre a notamment relevé que des touristes français avaient annulé leurs réservations à la suite de l'attentat contre l'hebdomadaire «Charlie Hebdo» à Paris début janvier.

M<sup>me</sup> Karboul a également reconnu que selon des études effectuées en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie, l'image de la Tunisie était «médiocre».

«Aujourd'hui nous pouvons faire un constat qui est amer (...). La qualité est un réel problème. Je peux vous donner un chiffre sur lequel il est intéressant de méditer: 40% du parc hôtelier a été déclassé depuis 2005», a-t-elle ajouté.

Ahmed F./agence

## Mauritanie

## La Banque mondiale se félicite du taux de croissance

En Mauritanie est l'un des pays africains qui a enregistré un taux de croissance significatif au vu de la conjoncture actuelle, à raison de 7%, s'est félicitée la directrice générale des opérations de la Banque mondiale chargée de la Mauritanie, Vera Songwe. Il est nécessaire de «garder cette croissance, mais de s'assurer que ce taux de croissance est inclusif», a toutefois préconisé M<sup>me</sup> Songwe au sortir d'une audience avec le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz. Elle a ajouté avoir transmis à Ould Abdel Aziz les vœux et salutations du président de la Banque mondiale et de l'en-

semble des membres du Groupe pour le «rôle qu'il joue dans la région et son incidence positive sur la sécurité et la paix dans la sous région».

La responsable de la BM se trouve à Nouakchott pour prendre part à la Conférence de haut niveau sur la transparence et le développement durable en Afrique, ouverte lundi soir. Elle a salué l'Initiative de transparence dans le secteur des pêches, annoncée par le chef de l'Etat mauritanien dans son discours d'ouverture de ladite conférence.

Pour elle, une telle initiative reflète l'importance de ce secteur qui joue un rôle primordial dans le développement, tout

comme celui des mines. «Je crois que la question posée maintenant c'est comment faire du secteur des pêches un levier de développement durable», a aussi dit M<sup>me</sup> Songwe. Elle a en outre indiqué avoir discuté avec son hôte «l'inclusion du développement, (...) la participation progressive de la femme et sa présence dans le gouvernement». «En tant que femme, je félicite la femme mauritanienne pour ce qui a été réalisé dans ce cadre ; cela encourage les femmes de toutes tranches d'âge pour participer à la vie politique, notamment la politique foncière qui est d'un intérêt particulier en Mauritanie», a dit la responsable

de la Banque mondiale. Selon elle, l'entretien a également porté sur le secteur des mines et des infrastructures.

Elle a rappelé dans ce contexte que la Mauritanie, au sein de l'OMVS, envisage de partager l'énergie avec le Mali et le Sénégal dans le cadre du projet Panda et qu'il y a aussi un autre projet d'exportation de l'énergie vers le Sénégal.

M<sup>me</sup> Songwe a signalé que le chef de l'Etat mauritanien lui a confirmé que le rythme d'exécution de ces projets sera accéléré, en collaboration avec les partenaires au développement.

R.M.



## Yémen

# Vide à la tête de l'Etat dans un pays en chaos

■ Le Yémen, pièce maîtresse dans le dispositif américain de lutte contre Al-Qaïda, était hier sans gouvernement et sans président après la démission des deux chefs de l'exécutif sous la pression de la puissante milice chiite des Houthis qui contrôle la capitale Sanaa.

Par Ali O.

Le Parlement, qui doit se prononcer sur la démission du président Abd Rabbo Mansour Hadi, ne peut quant à lui se réunir que demain en session extraordinaire. La tenue de cette réunion reste toutefois incertaine vu l'imposant déploiement des miliciens d'Ansaruallah, aussi appelés houthis, dans la capitale. Ces miliciens, qui ont pris mardi le palais présidentiel, encerclent depuis la nuit dernière le siège du Parlement ainsi que les résidences de hauts responsables, dont celle du ministre de la Défense, Mahmoud Sobeihi, et du chef des services de renseignement Ali al-Ahmedi, selon des témoins et un responsable de sécurité. Les Houthis, du nom du chef de la tribu, ont appelé leurs partisans à manifester hier pour marquer leur «soutien aux mesures révolutionnaires», en référence à leur déploiement dans Sanaa.

«Le Parlement va tenir demain une session extraordinaire pour discuter des développements dans le pays», sur appel du président de la Chambre, Yahya al-Rai, a rapporté l'agence officielle Saba hier avant l'aube. Un responsable yéménite avait initialement affirmé à l'AFP que le Parlement



avait refusé le départ du président, et qu'il se réunirait hier pour discuter de cette démission qui doit être approuvée par les députés. Mais, selon un conseiller de M. Hadi, le Parlement se réunira demain «au

plus tôt». «Je ne pense pas qu'une réunion soit possible hier», a dit à l'AFP Sultan al-Atwani, soulignant que le Parlement était entre deux sessions, et qu'il fallait laisser le temps aux députés de rentrer. Dans sa lettre de démission, M. Hadi a affirmé jeudi soir qu'il ne pouvait plus rester au pouvoir en raison de «l'impasse totale» dans le pays plongé dans le chaos. Sa décision est intervenue peu de temps après la démission de son Premier ministre Khaled Bahah. Ce dernier a évoqué son intention de se démarquer du président Hadi,

dont il semble contester les concessions faites aux miliciens chiites. Le président Hadi, un allié crucial des Etats-Unis à qui il a permis notamment de mener des attaques de drones contre des militants d'Al-Qaïda sur son territoire, était dans la ligne de mire d'Ansaruallah, qui l'a accusé de «couvrir la corruption». Le Yémen est notamment la base d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), considérée par Washington comme le bras le plus dangereux du réseau extrémiste, et qui avait revendiqué l'attentat contre Charlie

Hebdo le 7 janvier. La lutte contre la corruption est un leitmotiv récurrent du discours politique d'Ansaruallah que le mouvement chiite invoque, en plus de la lutte contre Al-Qaïda, pour justifier son expansion territoriale. La milice, entrée le 21 septembre à Sanaa avant d'en prendre quasi-totalement le contrôle ces derniers jours, a réagi mollement à ces démissions. «La Constitution stipule que la démission du président doit être approuvée par la majorité absolue du Parlement», selon un communiqué des Comités révolutionnaires houthis publié hier. «Par conséquent, la démission est encore en attente». Les miliciens détiennent toujours le directeur de cabinet de M. Hadi, enlevé la semaine dernière, malgré leur promesse de le libérer au terme d'un accord conclu mercredi avec le président démissionnaire. Ils semblent hésiter, selon des spécialistes, à prendre la direction du pays en raison de leur manque d'expérience politique et des réactions violentes que cela susciterait dans les rangs de la communauté sunnite, majoritaire, notamment sa frange dure et les jihadistes d'Al-Qaïda. Ces derniers ont tenté, au fur et à mesure de la montée en puissance d'Ansaruallah, de leur opposer une farouche résistance, multipliant les attaques sanglantes contre eux.

Récalcitrantes à Ansaruallah, quatre provinces du sud du Yémen, autrefois indépendant, ont décidé de refuser les ordres envoyés par la capitale aux unités militaires locales, et de n'obéir qu'à des hommes fidèles à M. Hadi.

A. O.

## Points chauds

### Tensions

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le poste de premier secrétaire du PS a indéniablement perdu de son vernis depuis le départ de Martine Aubry qui a été la chef de file incontestable des socialistes durant son mandat, il semblerait, aujourd'hui, que celui qui porte la voix de son parti soit le Premier ministre, Manuel Valls lui-même qui s'est prêté cette semaine à une petite guerre des mots avec le patron de la droite, Nicolas Sarkozy. La cause de leur querelle étant l'utilisation par le Chef du gouvernement du terme «apartheid» pour décrire la situation de la France vis-à-vis de ses banlieues aujourd'hui. Une utilisation malheureuse pour Sarkozy qui a sitôt fait de partager sa consternation avec les médias. Invité du «20 heures» de France 2, et interrogé sur l'expression d'«apartheid» employée par Manuel Valls, le président de l'UMP s'est dit «consterné». «Comparer la République française à l'apartheid, c'est une faute», a-t-il dénoncé, faisant valoir que la France défend les libertés publiques et «garantit les soins et l'école gratuits». Une sortie qui lui a valu des critiques de l'opposition qui l'accuse de vouloir briser l'unité nationale et de vouloir tirer la couverture médiatique de son côté. Immédiatement, l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux (UMP) a estimé que Nicolas Sarkozy n'avait pas brisé l'union nationale, comme l'en accuse la gauche, en condamnant les propos de Manuel Valls. «Derrière l'union nationale, il y a la nécessité de se rassembler, mais non de se taire», a dit le proche du président de l'UMP. «L'ancien président de la République a eu raison de condamner les propos de Manuel Valls», a ajouté Brice Hortefeux, car «l'union nationale ne doit pas être (...) un bâillon interdisant toute remarque, critique, suggestion (ou) proposition». «Nous sommes une opposition constructive et responsable», a-t-il affirmé, ajoutant : «Quand c'est bien, on le dit, quand c'est mal, nous le dénonçons». Une politique que ne partage visiblement pas Manuel Valls qui a lui aussi de son côté dénoncé les critiques de Sarkozy en affirmant que «dans ces moments», il fallait que tous, y compris ceux qui ont gouverné «hier», soient «grands, pas petits», lui reprochant de vouloir «briser l'esprit du 11 janvier». «Vous croyez que moi, ou nous, allons perdre du temps à ce type de polémique ?», a-t-il poursuivi. «Dans ces moments-là, tout le monde, et à commencer par les responsables politiques, ceux qui gouvernent, comme ceux qui hier ont gouverné, doivent être grands, pas petits, se hisser au niveau de l'exigence des Français (...), ne participer à aucune polémique qui vise non pas à discuter du fond de la politique, mais à briser l'esprit du 11 janvier, à mettre en cause l'unité nationale», a-t-il ajouté. «Vous ne me trouverez sur aucune polémique, sur aucun débat inutile. Dans ce moment-là, il ne faut pas penser à soi, à je ne sais quelle échéance, il faut penser à la France, aux Français et à ceux qui nous disent agissez, agissez pour le pays», a poursuivi le Premier ministre. Reste à savoir comment répliquera Sarkozy qui, on le sait, à horreur de se faire ridiculiser. Or, se faire publiquement sermonner par le Premier ministre n'aide pas celui qui tente désespérément de garder son lustre présidentiel et qui veut tant bien que mal prouver à ses concitoyens, et surtout potentiels électeurs, qu'il est celui qui peut les aider à traverser ces temps difficiles.

F. M.

## Grèce

### A deux jours du scrutin, plus rien ne semble arrêter Syriza

Ferveur des supporters, sondages unanimes : à 24 heures du scrutin, plus rien ne semble empêcher Alexis Tsipras, leader du parti de gauche radicale grec Syriza, de devenir demain le premier chef d'un gouvernement européen ouvertement anti-austérité.

M. Tsipras, 40 ans, a pourtant prévenu la foule rassemblée place Omonia, à Athènes, jeudi soir, que la tâche serait «difficile», qu'il y aurait peut-être «de grands affrontements». Mais il leur a promis qu'avec Syriza au pouvoir, la Grèce négocierait «fermement, avec détermination, et avec des alliés en Europe, sa dette onéreuse et insoutenable», à 175% du PIB, et de plus de 300 milliards d'euros.

Des propos que les Grecs, après six ans de récession, et avec un chômage à plus de 25%, souhaitent vraiment entendre. Les sondages sont unanimes à donner le parti de M. Tsipras gagnant demain, devant Nouvelle-Démocratie du Premier ministre conservateur Antonis Samaras, au pouvoir depuis 2012.

L'écart allait jeudi soir de deux points (32,1% contre 30,1% selon l'institut Metrisi pour le site Provocateur.gr) à 9,9 points (30,2% à 20,3% selon Palamos Analysis pour TVXS.gr).

La victoire annoncée de Syriza donne des ailes aux autres partis de gauche radicale européens. Pablo Iglesias, le leader du parti

espagnol qui monte, Podemos, est venu soutenir M. Tsipras jeudi. Foule joyeuse, drapeaux flottant au vent, les deux hommes se sont donné l'accolade sur l'estrade, tandis que retentissait le chant partisan «Bella ciao». «Un vent de changement démocratique souffle sur la Grèce. En Grèce, ce changement s'appelle Syriza, en Espagne il s'appelle Podemos», a lancé en grec M. Iglesias.

En France, le leader du parti de gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon a prédit «un effet domino», un «Printemps européen» des peuples. Même Marine le Pen, dans la veine souverainiste, soutient Syriza, qui a décliné néanmoins «la "sympathie" fausse et dégoûtante» du Front national.

Hier, M. Tsipras poursuivait son marathon électoral avec au programme une conférence de presse à Athènes et un dernier meeting public à Heraklion en Crète.

«Il va gagner, changer le système et apporter plus de justice pour les pauvres», s'enflammait jeudi dans la foule Maria, contrôleur aérien de 58 ans.

Après la purge imposée au pays par ses créanciers, UE et FMI, en échange de 240 milliards d'euros de prêts, le gouvernement Samaras a réussi à ramener un peu de croissance depuis mi-2014, à obtenir un excédent budgétaire primaire (c'est-à-dire hors charge de la dette) et à faire une

incursion réussie sur les marchés obligataires en avril. Mais tout cela n'a pas changé la vie quotidienne des Grecs exaspérés. D'autant que le pays n'est pas sorti d'affaire, que le programme d'aide de l'UE a dû être allongé de deux mois, jusqu'à fin février, et le pays a encore des efforts à faire pour obtenir les sept milliards d'euros espérés à cette date.

M. Tsipras a prévenu jeudi qu'il n'avait pas l'intention de «s'allier dans un gouvernement avec les émissaires du Memorandum», soulevant au passage la question cruciale, encore non résolue, et source de nouvelle instabilité politique, des alliés que choisirait Syriza pour obtenir une majorité absolue au Parlement, s'il ne l'obtient pas seul demain, grâce au bonus de 50 sièges attribué d'office au vainqueur.

Les milieux financiers font le dos rond. La Bourse d'Athènes, qui a perdu jusqu'à près d'un quart de sa valeur depuis décembre à la perspective de l'arrivée de Syriza au pouvoir, prenait hier midi plus de 5%, à la suite de l'annonce la veille par la BCE d'un vaste programme de rachats d'obligations souveraines en Europe.

M. Samaras tentera pour sa part, lors d'un dernier meeting hier soir à Athènes, d'éviter à la Grèce «un Premier ministre nord-coréen», dernière saillie d'une campagne basée sur la peur et l'exagération.





Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou

# Quatre films représentent l'Algérie

Les dernières productions cinématographiques représentent l'Algérie dans différentes festivités internationales et décrochent même des prix. Pour le 24<sup>e</sup> Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), deux longs métrages de fiction, un court métrage et un film documentaire algériens seront en lice pour l'Étalon d'Or de Yennenga. Il s'agit de «Fadhma N'soumer» de Belkacem Hadjadj, «J'ai 50 ans» de Djamel Azizi, «10 949 femmes» de Nassima Guessoum et «Dernier recours» de Mahi Bena. Une forte concurrence est attendue lors de ce rendez-vous cinématographique prévu du 28 février au 4 mars prochains.

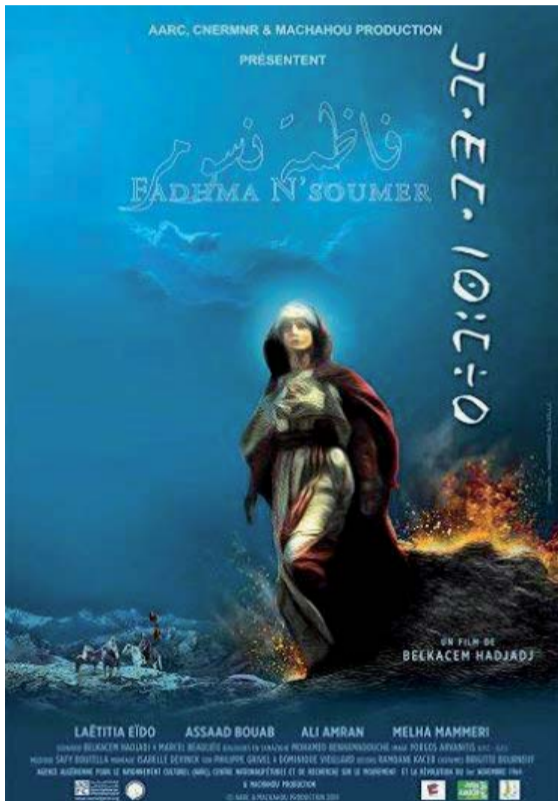
Par Abla Selles

Des œuvres cinématographiques algériennes seront en lice pour l'Étalon d'Or de Yennenga lors du 24<sup>e</sup> Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco) qui se tiendra à Ouagadougou (Burkina Faso) du 28 février au 4 mars prochains, a-t-on appris sur le site Internet du festival.

Deux longs métrages de fiction, un court métrage et un film documentaire algériens ont été retenus en compétition officielle de ce 24<sup>e</sup> Fespaco. «Fadhma N'soumer» de Belkacem Hadjadj et «J'ai 50 ans» de Djamel Azizi seront en compétition officielle du festival dans la catégorie long métrage dans laquelle 20 films de réalisateurs africains ont été retenus.

Ces deux films seront en compétition avec des œuvres comme «Printemps tunisien» de la Tunisienne Raja Amari, «Timbuktu» du Mauritanien Abderrahmane Sissako, «C'est eux les chiens» du Marocain Hicham Lasri ou encore «Avant le printemps» du cinéaste égyptien Ahmed Atef.

Dédié au parcours révolutionnaire d'héroïnes de la guerre de

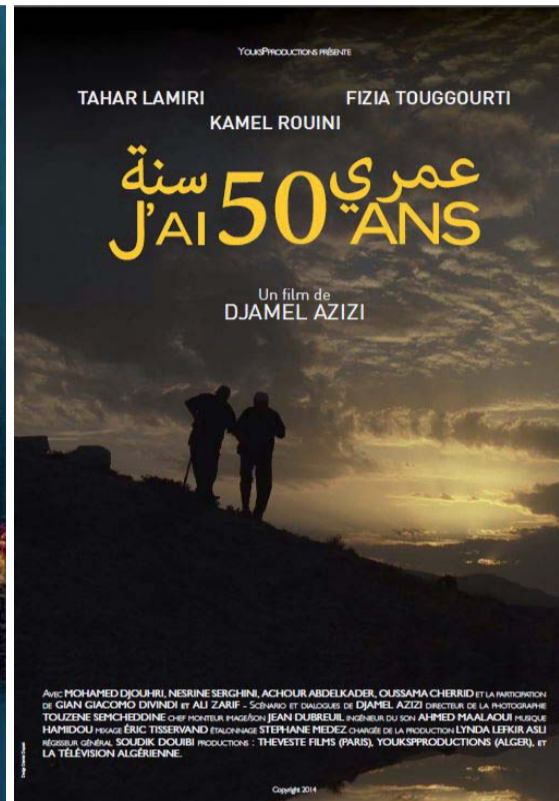


libération oubliées, «10 949 femmes» de l'Algérienne Nassima Guessoum sera en compétition avec «Devoir de mémoire» du Malien Mamadou Cissé et «Momsarew» (Le pari de l'indépendance) du Sénégalais Alassane Diagne dans la catégo-

rie documentaire. Dans la catégorie court métrage de fiction, «Dernier recours» de Mahi Bena sera en lice pour l'Étalon d'Or de Yennenga de même que «Zakaria» de la Tunisienne Leyla Bouzid, «L'alliance» de la Nigérienne Rahmatou Keita, «La

boucle» du Réunionnais Didier Cheneau ou encore «Twaaga» du Burkinabé Cédric Ido.

Le Fespaco compte également deux autres catégories en sélection officielle, «Film des écoles africaines de cinéma» et «Séries télévisuelles» où les



Algériens sont absents depuis plusieurs éditions maintenant.

Le 24<sup>e</sup> Fespaco, qui présente pas moins de 86 films en compétition, verra également l'organisation, pour la 17<sup>e</sup> année consécutive, du marché international du cinéma et de la télévision africaine, un espace de vente et d'achat d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles dédié aux professionnels.

Hors compétition le long métrage «Danbé, la tête haute» de Bourlem Guerdjou, le documentaire «El oued el oued» de Abdenour Zahzah et le court métrage «Iminig» de Mbarek Menad seront projetés dans un panorama du cinéma africain.

A.S.

## Théâtre

### Franc succès pour la générale de «Sanaâ El Khayel» à Batna

La pièce «Sanaâ El Khayel» (Le fabricant d'imaginaire) montée par le théâtre régional de Constantine (TRC), et dont la générale a été donnée mercredi soir au théâtre de Batna, a obtenu un franc succès, a-t-on constaté.

Une heure durant, le public, très nombreux et constitué majoritairement d'enfants, a suivi avec autant d'attention que de plaisir l'histoire du grand père «El Khayel», ses deux collaborateurs «Tayef» (l'ombre) et «Sarab» (l'illusion), principaux personnages de cette pièce écrite par Farid Ferroudji et mise en scène par Yacine Tounsi.

Les faits se déroulent dans un atelier d'horlogerie, dans l'univers magique d'un «gardien du temps», Tayef, qui faillit à sa mission, celle de respecter le temps, et décide de l'arrêter. Cela conduit le grand-père à l'envoyer, avec Sarab, chez la reine du temps dans une tentative de rattraper le temps perdu.

S'ensuit une série de situations touchantes mettant en avant les qualités humaines et des valeurs morales telles que l'amour, l'entraide et l'amitié.

Captivée par l'histoire, Maram Benzedita, écolière, a indiqué à la presse que le décor

de la pièce l'a transporté dans un monde de rêves merveilleux avec ces horloges géantes que les acteurs faisaient tourner.

Un parent présent avec ses deux fillettes à cette générale de «Sanaâ El Khayel» a estimé que la pièce, éducative, met en exergue le respect dû au temps, illustré ici par des horloges dont le tic-tac rythme l'existence.

«Sanaâ El Khayelz», qui a séduit les férus du 4<sup>e</sup> art dans la capitale des Aurès, est la première production théâtrale pour enfants du TRC pour l'année 2015.

F.H.

## Patrimoine

### Les ksour de Djanet bientôt sauvegardés

Le ministère de la Culture entend œuvrer pour le classement des ksours de la ville de Djanet (Illizi) «comme secteurs sauvegardés, au Patrimoine national», a indiqué mercredi la première responsable du secteur, Nadia Labidi, avant d'annoncer la mise en place prochaine d'un groupe de travail pour la concrétisation d'actions destinées à la préservation de ces sites.

«Le ministère de la Culture s'emploiera à lever les réserves sur la nature de la propriété des bâtisses des ksour de Djanet, dans la perspective de leur classement, comme secteurs sauvegardés, au Patrimoine national», a affirmé la ministre lors de sa visite du ksar de Taghourfit, au quartier El-Mihane, au centre-ville de Djanet. «L'opération permettra d'ins-

crire des opérations de restauration de ces sites patrimoniaux à haute valeur historique», a précisé M<sup>me</sup> Labidi, qui effectue une visite de travail dans la wilaya d'Illizi.

Signalant que la valorisation du patrimoine culturel figure parmi les priorités de l'action du gouvernement, la ministre a mis l'accent sur «la nécessité d'associer les habitants de ces vieux ksour et des parties s'intéressant au patrimoine culturel dans l'élaboration de l'étude de sa restauration, afin de préserver le cachet traditionnel et original de ces espaces urbanistiques anciens».

Elle a annoncé, dans ce contexte, la mise en place prochaine d'un groupe de travail, en coordination avec d'autres départements ministériels concernés, pour la concrétisa-

tion d'actions destinées, dans leur ensemble, à la préservation de ces sites, témoignant de l'Histoire ancienne de la région.

S'enquérant de vieux manuscrits à la zaouia du quartier El-Mihane, la ministre a annoncé leur numérisation prochaine à l'effet de les sauvegarder, en plus de la valorisation des musiques et textes poétiques locaux pour les mettre à la disposition du public, et contribuer ainsi à la préservation de la mémoire nationale. Au ksar Agherm, dans le quartier Zelouaz, une présentation a été faite à M<sup>me</sup> Labidi sur la S'beiba de Djanet, un patrimoine culturel immatériel classé dernièrement par l'Unesco parmi le patrimoine de l'Humanité.

L.B.

## Rendez-vous culturels

### Centre culturel Azzedine-Medjoubi

**Samedi 24 janvier à 10h30 :** L'association culturelle Nawafedh Thakafia, organise une séance de présentation du roman arabophone *Narim* de la jeune auteure Leila Birane.

### Librairie Kalimat

**Samedi 24 janvier à 14h30 :** Mohammed Ghafir dit Moh Clichy signera son livre *Droit d'évocation* et de souvenance sur le 17 octobre 1961 à Paris.

### Librairie générale d'El <biar

**Samedi 24 janvier à 14h00 :** Ferhat Ali signera son livre *Thifra, le village aux trois cents martyrs*, paru aux Editions Houma.

### Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

**Jusqu'au 31 janvier :** 6<sup>e</sup> Festival international d'art contemporain.

### Palais de la culture Moufdi-Zakaria

**Jusqu'au 31 janvier :** 7<sup>e</sup> édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

### Musée public national du Bardo

**Jusqu'au mois de mars :** Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

### Galerie «L'Art à part»

**Jusqu'au 31 janvier :** Exposition du photographe Hocine Zaourar.

### Maison de la culture de Tiaret

**Jusqu'au 24 janvier :** Festival national de la chanson engagée.

### Salle El-Mouggar

**Jusqu'au 31 janvier :** En partenariat avec l'AARC, projection du film *L'Héroïne* de Cherif Aggoun, à raison de 4 séances par jour : 14h, 16h, 18h et 20h.

## Coup-franc direct



### La honte !

Par Anouar M.

Non seulement l'équipe nationale de handball nous a donné un visage des plus décevants lors de ce Mondial, mais en plus, il se trouve des gens qui ont eu le culot de nous donner des leçons de gestion de notre petite balle avec des orientations qui nous viennent maintenant de l'extérieur. En effet, le président de l'IHF, l'Egyptien, Mustapha Hassan a, ainsi, tenu un point de presse pour les journalistes algériens dépêchés sur place pour couvrir l'événement et ce pour leur faire part de son étonnement du niveau de la sélection nationale lors de ce Mondial auquel il ne s'attendait pas. Voulant sans doute se réjouir de cette situation, le patron du handball international, a avoué qu'il ne s'attendait pas à cette lourde défaite des Verts face aux Pharaons, surtout que l'écart était très important. En effet, il pense qu'il y a un dysfonctionnement quelque part. Toutefois, ce qui étonnera le plus, c'est le fait qu'il soit revenu au bras de fer engagé avec l'ancien ministre et sélectionneur national de handball, Aziz Derouaz qu'il a qualifié de mal du hand algérien, et que la FAHB fonctionne mieux avec Bouamra. Il ne manquait plus que ce dernier pour donner le coup de massue au handball algérien avec cette ingérence honteuse qui n'augure rien de bon pour notre fédération qui se retrouve dans une situation vraiment difficile. A. M.

### Equipe nationale

## Décès de la mère du sélectionneur Gourcuff

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé jeudi le décès de la mère du sélectionneur national de football, Christian Gourcuff. Suite au décès de la mère de Christian Gourcuff, le président de la Fédération Algérienne de Football, M. Mohamed Raouraoua, et l'ensemble des membres de la fédération et les joueurs de



l'équipe nationale de football, présentent leurs condoléances les plus attristées au sélectionneur national, rapporte le site de l'instance fédérale.

Christian Gourcuff se trouve actuellement à Mongomo en Guinée équatoriale où l'Algérie jouera son deuxième match de la CAN-2015 face au Ghana, vendredi à 17h00.

### CR Belouizdad

## Michel s'en remettra au Bosnien Galin

L'entraîneur du CR Belouizdad Alain Michel, a indiqué jeudi qu'il misait énormément sur les services de son nouveau joueur bosnien Milos Galin, pour «régler les problèmes offensifs» de son équipe de Ligue 1 algérienne de football. «Nous péchons toujours par un manque d'efficacité, comme ça été le cas lors du précédent match contre le CS Constantine. Personnellement, je mise énormément sur la qualification prochaine de notre nouvelle recrue, le Bosnien Milos Galin pour apporter le plus que nous recherchons», a déclaré le technicien français. Milos avait passé avec ses succès les tests techniques auxquels il a été soumis lors du stage hivernal du CRB effectué en Tunisie, mais il n'est pas encore qualifié pour prendre part aux matchs officiels de sa nouvelle équipe. Le "Chabab", 10e au classement, a été tenu en échec par le CSC (1-1) mardi dernier au stade du 20-août (Alger), lors du coup d'envoi de la phase retour. «Au vu des occasions ratées, nous aurions pu facilement glaner les trois points de la victoire, malheureusement, le manque d'efficacité continue à nous jouer un mauvais tour», a encore dit l'ancien entraîneur du MC Alger, de la JSM Béjaïa et de la JS Saoura. Outre Galin, la direction des Rouge et Blanc de la capitale a également engagé un autre attaquant lors du mercato d'hiver : Mohamed Derrag, le désormais ex-joueur du RC Arbaâ, et qui a été aligné d'entrée face au CSC. Après 16 journées de championnat, l'attaque du CRB a inscrit 15 buts, soit une moyenne de moins d'un but par match.

### Ligue 1 Mobilis (17<sup>e</sup>)

## Le MOB en danger, choc à Hammadi

■ Le MO Béjaïa, leader de la Ligue Mobilis sera en danger à Béchar, aujourd'hui, à l'occasion de la 17<sup>e</sup> journée du championnat qui sera marquée par le choc USM Alger-JS Kabylie.



Ph. > DR.

Par Anouar M.

Les «Crabes» accrochés par le NA Hussein Dey lors de la précédente journée, sont censés rectifier le tir sur le terrain de la JS Saoura, qui nourrit lui aussi la même ambition après le nul concédé chez lui face à l'ASO Chlef. Le dauphin, l'ES Sétif, se déplacera, lui, à Bel-Abbès pour affronter un mal classé. L'Aigle noir auréolé par sa victoire contre l'USM Alger, espère poursuivre sur sa lancée, toute en misant sur une défaite du leader. Mais sa mission ne sera pas facile face à une USMBA (12<sup>e</sup>) qui n'a plus le droit à l'erreur, tout comme la JS Kabylie (9<sup>e</sup>) qui

reste sur une défaite à «domicile» contre le MC Oran et qui se déplace à Bologhine pour affronter l'USM Alger (4<sup>e</sup>) dans l'affiche de cette journée.

Une autre affiche non moins importante opposera à Oran le Mouloudia local face au CR Belouizdad, une occasion propice, selon les observateurs, pour les «hamraoua» (3<sup>e</sup>) afin de réussir la passe de trois et viser la tête du classement en cas de défaite du leader et de son dauphin. Ce n'est pas le cas pour l'autre club oranais, l'ASMO (6<sup>e</sup>), qui même s'il affiche la belle forme, aura fort à faire pour s'en sortir de son déplacement à Alger pour affronter le NA Hussein Dey (14<sup>e</sup>), plus que

jamais menacé de relégation. Le CS Constantine et le RC Arbaâ, qui se partagent la 7<sup>e</sup> place, animeront le sommet du milieu du tableau, au cours duquel chacune des deux équipes tentera de glaner les trois points de la victoire pour s'approcher davantage du peloton de tête.

Le choc du bas du classement aura lieu à Chlef où l'ASO (15<sup>e</sup>) accueille la lanterne rouge, le MC Alger, qui a enfin renoué avec la victoire après 11 journées de disette mardi dernier contre le MC El Eulma. Ce dernier (13<sup>e</sup>) est dans l'obligation de battre l'USM El Harrach (4<sup>e</sup>) pour éviter de sombrer dans la crise.

A. M.

### Ligue 2 Mobilis (17<sup>e</sup> journée)

## L'USMB en péril

La 17<sup>e</sup> journée du championnat national de Ligue 2 "Mobilis" de football, prévue samedi et dimanche, sera à l'avantage du RC Relizane, l'actuel 2<sup>e</sup> du classement, car en cas de victoire à domicile face à l'AS Khroub, il pourrait recoller au leader blidéen qui, lui, sera probablement soumis à rude épreuve par la JSMB, à Béjaïa.

Le RCR compte actuellement cinq points de retard sur l'USMB, mais si son éventuelle performance coïncide avec un faux pas du leader à Béjaïa, il réduirait considérablement cet écart.

Le club de Yemma Gouraya, après avoir brièvement trôné sur la Ligue 2, a traversé un passage à vide qui l'a relégué à la 6<sup>e</sup> place du classement, mais il

compte profiter de l'avantage du terrain et du soutien du public, ce samedi, pour se relancer dans la course à l'accession, à travers une victoire face à l'USM Blida. Un succès qui devrait faire même le bonheur du "dauphin", le RC Relizane, car dans ce cas de figure, il reviendrait à seulement deux longueurs du leader.

Le choc US Chaouia - DRB Tadjenanet, entre le 7<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup>, sera également à l'affiche de cette 17<sup>e</sup> journée, tout comme la confrontation ESM Koléa-CABordj Bou Arréridj, vu les importants enjeux qu'elle comporte. L'AB Merouana et l'USMM Hadjout, actuelles lanternes rouges de la Ligue 2, joueront en déplacement, respectivement contre l'O. Médéa et le WA

Tlemcen, ce qui n'est pas vraiment pour arranger leurs affaires.

Le seul avantage pour l'ABM sera peut-être le fait d'éviter la pression du public, car l'OM est sanctionné d'un match à huis clos qui l'obligera à évoluer devant des gradins vides.

De son côté, le MC Saïda, auteur d'un bon résultat (1-1) à Hadjout au cours de la précédente journée accueillera l'A. Boussaâda avec l'espoir d'une confirmation qui lui permettra de se hisser, par la même occasion vers la première partie du tableau.

Le MCS, autre leader éphémère de la Ligue 2, a en effet chuté à la 9<sup>e</sup> place, au moment où l'ABS n'est que 13<sup>e</sup>.

### Mondial 2015 de handball

## Les Verts défaits par la France

Algérie a été battue logiquement par la France, double championne olympique, sur le score de 32 à 26, essuyant sa 4<sup>e</sup> défaite de suite, jeudi à Doha pour le compte de la 4<sup>e</sup> journée du Mondial-2015 de handball.

Les Verts ont été héroïques tout au long des 60 minutes de cette rencontre qu'ils ont jouée avec les «tripes» pour se faire plaisir après des prestations en demi-teinte face à l'Egypte, l'Islande puis la Suède. La France de Claude Onesta n'a

dû son salut qu'à son expérience, elle qui a fait le déplacement au Qatar pour décrocher sa cinquième étoile. Les «Bleus» ont fait la course en tête depuis le début du match, mais ont été sérieusement bousculés par des Algériens qui voulaient tant se réconcilier avec leurs supporters, venus en nombre pour les encourager contre la France.

Le fait que Claude Onesta ait demandé un time-out à la 43<sup>e</sup> minute de jeu alors que l'avance de son équipe de 7 buts à la

mi-temps (19-12) a fondu comme neige au soleil pour devenir 23-22 est significatif. Emmené par un Messaoud Berkous des grands jours (11 buts), le Sept national a prouvé qu'il pouvait élever son niveau de jeu pour se mesurer aux grandes nations handballistiques et que le visage terne montré contre l'Egypte n'était que pur accident. En décryptant le score de chaque mi-temps, la France a remporté le premier half largement mais a dû concéder le second (14-13) sans

notamment Nikola Karabatic et Thierry Omeyer, laissés sur le banc par le coach français. Cette défaite, qui condamne officiellement l'Algérie, laisse les hommes de Réda Zeguli à la dernière place du groupe C avec zéro point, avant d'affronter la République tchèque samedi dans le cadre de la 5<sup>e</sup> et dernière journée de la phase de poules. A partir de lundi, les Verts joueront la coupe du Président IHF pour le classement général de ce championnat du monde.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

## Point d'ordre L'Europe des droits de l'homme

Par Nazim Rochd

**E**n matière de libertés publiques, le monde est en train de basculer dans une période, dont les données fondamentales tendent à rappeler, trait pour trait, le 19<sup>e</sup> siècle. Les métropoles impérialistes se sont engagées dans une double offensive, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières. A l'extérieur, il n'y a plus aucune pudeur qui empêche soit des agressions délibérées, soit leur programmation en dépit d'un droit international qui n'est plus que de pure forme, en attendant que soit restructuré le rapport de force mondial. A l'intérieur, nous assistons à un retour à la gouvernance musclée, grâce à de grandes retouches des législations et à l'épandage d'un discours sans concessions contre les luttes sociales. Dans les faits les populations occidentales sont soumises, à la fois, à un matraquage idéologique, qui puise parmi les versets, sur la sociologie humaine, les plus archaïques, à la promotion des théories économiques les plus féroces et à une refondation de la violence de l'Etat. Le processus, en cours, est favorisé par la quasi disparition, dans l'environnement socioculturel, des grandes idées libertaires, et pas la déliquescence des courants qui les produisaient, les entretenaient et les défendaient, au profit de nervis proclamés «intellectuels» ou «philosophes», occupant la scène médiatique et les espaces de l'édition. En politique, c'est l'effondrement des partis communistes et la «trahison des clercs» qui caractérise le paysage, ainsi que le ralliement zélé des «sociaux-démo-

crates» aux thèses atlantistes et leur alignement obséquieux sur les Etats-Unis. Ceci, pendant que, sur le front social, jamais les syndicats n'ont autant illustré leur statut de «pompiers», par leur adoption du principe du compromis, à tout prix, avec le patronat et leur défense de l'ordre dominant. Une attitude aggravée par une dispersion des luttes et une perte des solidarités qui, historiquement, avaient réussi à arracher les grandes réformes des relations de travail. Notamment, la journée de 8 heures, les congés payés et les procédures complexes en matière de droit des travailleurs. Au niveau des institutions de pouvoir, les élus du peuple ne le sont plus que de pure forme. Aussitôt élus, les chefs d'Etat et les parlementaires plient le genou devant les programmes décidés par la grande finance, qui a la mainmise réelle sur le pouvoir politique. En accord avec cette réalité, ce sera, sans aucun scrupule, que les électeurs européens sont appelés à orienter leur vote vers les candidats favorables au néolibéralisme en vigueur. Ils sont menacés, des pires privations, si la tendance du vote se dirige vers des courants réfractaires au diktat des banques. Tel que c'est le cas pour les Grecs, qui semblent résolus à rompre avec une politique qui a procédé à la destruction de l'économie de leur pays et qui envisage de poursuivre des «réformes» qui finiront par les réduire à mendier le droit à l'existence, à se soumettre docilement aux lois du marché. Dans les termes de la religion libérale, ils doivent «entrer dans le marché», seule alternative possible.

N. R.

### Tizi Ouzou

## Plusieurs routes bloquées par la neige

**PLUSIEURS ROUTES** du réseau routier de la wilaya de Tizi Ouzou ont été coupées à la circulation routière suite aux dernières intempéries ayant affecté plusieurs wilayas du pays, notamment par les chutes de neige, selon un état des lieux fourni par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Ainsi, la neige a bloqué la RN 15 reliant Tizi Ouzou à Bouira au col de Tirourda (commune d'Iferhounène), la RN 33 reliant Tizi Ouzou à Bouira près de l'ancien stade d'Aswel (commune d'Ait-Boumahdi) et la RN 30 reliant Tizi Ouzou à Bouira, au col de Tizi-Nkouilale (commune d'Iboudrarène), la RN 71 reliant Ath Yenni à Ain El Hammam à hauteur du village Koukou (Ait Yahia) jusqu'au village Ait Ailem (Ain El-Hammam) et entre Aghribs jusqu'aux limites avec la wilaya de Boumerdès, la RN 72 entre Boudjima et Makouda à hauteur d'El-Kelaa

(Tigzirt), RN 12 entre Yakouren jusqu'aux limites avec la wilaya de Béjaïa, CW 3 reliant la RN 24 à Sidi Naamane entre Azrou Bouar (Mizrana) et Illilane (Makouda), CW 37 entre RN72 Boudjima à hauteur d'El Kelaa, CW 9 reliant à la RN 71 CW 253 aux limites entre les wilayas de Béjaïa, Tizi Ouzou. Le CW 253 reliant Illilten à Béjaïa, au village Thizit, le CW 9 reliant Illoula-Oumalou à Chellata (Béjaïa), aux villages Abou Gherass et Mezguene et le CW 11 entre les communes d'Akbil et Yatafène, CW 150 reliant Ait Yahia et Souamaa, CW10 entre Souamaa et Ait Yahia, sont aussi bloquées à la circulation. Plusieurs autres liaisons routières entre les villages des communes d'Iferhounene, Ain El-Hammam, Akbil, Abi Youssef et Ait Yahia sont également difficiles ou bloquées à la circulation automobile.

Hamid M.

## LE CITOYEN FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX



Loumis

Djalou@hotmail.com

CAN 2015/Algérie 0 -Ghana 1

## Les Verts défaits dans les temps morts

■ Les Verts ont été défaits, hier, à Mongomo sur le score de (1/0) face aux Black Stars du Ghana, avec un but dans un moment très sensible de la partie, soit dans les temps morts de ce match et qui a été perçu comme un coup de massue sur la tête des joueurs algériens qui s'étaient pourtant bien comportés.

Par Anouar M.

**L**e sélectionneur national, Christian Gourcuff, a dû faire quelques changements, en raison des blessures de certains cadres, notamment Halliche, en plus du changement tactique, qui voulait qu'il sacrifie un joueur au milieu offensif pour le remplacer par un élément du compartiment défensif. Ce sont donc les Boughera, Taider et Belfodil qui ont effectué leur entrée dès l'entame de ce match, alors que Mahrez a été relégué au banc de touche. Les Verts étaient quelque peu prudents au début étant donné qu'ils ne connaissaient pas bien l'adversaire. Il a fallu attendre jusqu'à la 13' pour voir la sélection nationale se créer la première

occasion avec ce coup-franc de Brahimi qui est repoussé par le mur. Toutefois, la plus grosse occasion interviendra à la 20', avec un débordement à partir de la droite de Mandi qui centre pour Bentaleb mais ce dernier ne cadre pas bien sa reprise, et la balle passe à côté des bois gardés par Rezak Brimah. Le jeu était plus musclé côté ghanéen, où les Black stars tentaient de passer de force, malgré le fait qu'ils ont dans leur rang des joueurs techniques à l'image de André Ayew et Asamoah Gyan qui a repris sa place dans le onze après qu'il ait souffert du paludisme ce qui l'a emmené à rater le premier match face au Sénégal. Les Verts ont, néanmoins souffert lors des ultimes minutes, avec cette incursion d'Aquah, et fort heureusement, la défense se dégage avec Medjani qui était vif et a repoussé cette attaque dangereuse. La première mi-temps se termine donc sur ce score nul entre les deux équipes.

En deuxième mi-temps, c'est le «remake» du premier half avec un jeu prudent des deux côtés. On a dû attendre la 65' pour voir la première occasion du côté de l'Algérie avec une passe de Brahimi en profondeur pour Bentaleb dont le tir passe à côté des bois ghanéens. L'incorporation de Slimani qui a remplacé Belfodil devait donner du tonus à l'attaque mais ce dernier a trouvé quelques difficultés à s'imposer. Toutefois, il est clair que les Verts avaient repris les choses en main au cours de cette période. Il y avait ce tir de



PH. > DR.

Mahrez à la 75' qui passera à côté, avant que les Ghanéens ne se ressaisissent et tentent, de leur côté, de titiller les nôtres avec des attaques dangereuses. Il y a eu ce tir d'Asamoah Gyan qui passe au-dessus à la 80', alors qu'un coup-franc a été sifflé en faveur des Black Stars à la 85' et qui ne donnera rien, heureusement pour les Verts. Et alors qu'on s'acheminait vers un nul vierge, Asamoah Gyan trompe le portier algérien, Mbolhi, et inscrit un but assassin à la 92', après un tir croisé et suite à une longue passe à partir de la défense, alors que Kadir incorporé en deuxième période a fait une erreur impardonnable en laissant Asamoah libre de tout mouvement. La partie se termine donc sur une défaite des Verts que personne n'attendait au vu du déroulement de cette partie. Malgré cela, les chances des Fennecs de passer au second tour restent intactes, à condition de l'emporter lors du dernier match face au Sénégal. A.M.